

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 9 octobre 2023 - 1 €

N° 52

Israël

La guerre suicidaire déclenchée par le Hamas au sud d'Israël le 7 octobre aura des conséquences traumatiques infinies. En France, nous avons connu le Bataclan, mais on nous a caché les images les plus atroces. Là, les images sont déjà en libre circulation sur Internet et vont être utilisées à des fins de propagande, notamment pour faire monter le prix des otages survivants. Et l'échelle du massacre est sans commune mesure.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu bénéficie, dans un premier temps, d'un réflexe d'union sacrée. Cependant, sa responsabilité dans la mauvaise couverture de la frontière avec la bande de Gaza est d'ores et déjà pointée du doigt. Tsahal a transféré une part de ses effectifs vers la Cisjordanie où Israël accroît sa politique de nouvelles colonies, contraire aux termes et à l'esprit des accords sur lesquels un espoir de paix avec deux États avait été fondé. Netanyahu n'a cessé de mettre de l'huile sur le feu pour garder le pouvoir, alors qu'il n'a qu'une très courte majorité parlementaire, et d'humilier « l'autorité » palestinienne. On a parlé d'une « hubris », d'un sentiment de toute-puissance donné entre autres par la supériorité technologique, l'électronique, l'informatique, etc. Loin de tout cela, le rôle des extrémistes religieux juifs dans le relâchement de la vigilance militaire a été tout simplement qu'ils ont exigé de plus en plus de permissions pour les militaires souhaitant fêter

en famille les jours fériés... L'insouciance de ceux qui sont allés se faire massacrer dans le Néguev dans une « rave-party », à l'image de ce qui peut se faire chez nous ou en Amérique, est-elle à condamner? On ne peut pas reprocher à une jeunesse occidentalisée de vouloir vivre une vie normale, même si c'est à quelques encablures d'un des pires endroits au monde.

Quant à la situation dramatique de Gaza – régulièrement décrite comme une « cocotte-minute » – les responsabilités ne sont pas seulement celles des autorités israéliennes qui bouclent le territoire hermétiquement. Les Égyptiens ne sont pas moins vigilants de leur côté.

Presque tout ce qui permet à une population – de plus en plus nombreuse et sans aucune perspective sociale – de vivre, dépend de financements extérieurs: Arabie saoudite, ONU, Iran... Ces financements sont contrôlés d'une main de fer par une organisation terroriste islamiste, le Hamas, qui, avant de terroriser son ennemi extérieur, pressure très durement sa propre population.

La haine antisémite est un poison mental dont des dizaines de millions de gens dans le monde sont atteints, peut-être plus. Les manifestants de Sanaa au Yémen ont exprimé, par leur nombre et des slogans odieux, ce que peut être le pire de la fameuse « rue arabe ». Mais là

aussi, une situation inextricable de guerre, menée par le puissant voisin saoudien, conduit tout un peuple à des débordements non pas justifiables mais explicables par la pression extérieure et la nécessité de se trouver un bouc émissaire. Un rôle que le peuple juif a trop souvent joué... Ajoutons que, pour ce qui est de la pression in-



SOMMAIRE

P. 1 : Israël. P. 2 : Sur deux fronts. P. 3 : Lectures. P. 4 : Ballons. – P. 5 : Rishi Sunak. Trump speaker de la Chambre ?. P. 6 : Macron. P. 7 : Une jeunesse en souffrance. – Auvergne. P. 8 : Bref bilan sur le Patrimoine.

■ **Israël** : Le Hamas a attaqué, depuis la bande de Gaza, les villes de Sderot et d'Ofakim et de nombreux autres sites du sud d'Israël le 7 octobre, dont une rave-party où des centaines de jeunes gens ont été tués ou enlevés par les miliciens, certains arrivés en parapentes... Ils ont d'autre part tiré près de 5 000 fusées, souvent de type artisanal mais dont certaines ont également fait des dizaines de victimes. C'est un échec cuisant des services de renseignement et du gouvernement israéliens.

■ **États-Unis** : À la chambre des représentants, 216 élus (dont 8 républicains menés par l'élus trumpiste Matt Gaetz) ont destitué le speaker républicain Kevin McCarthy le 4 octobre. Cela fait peser une menace sur l'aide militaire à l'Ukraine voulue par le président Biden mais contestée par une fraction des républicains isolationnistes.

■ **Arménie** : Le haut-commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, Filippo Grandi, a réclamé à la communauté internationale, le 7 octobre, 100 millions de dollars pour aider les réfugiés du Haut-Karabakh.

■ **Afghanistan** : Un séisme de magnitude 6,3 a frappé la région d'Hérat (Ouest près de la frontière iranienne) le 7 octobre. Il y aurait deux à trois mille morts.

■ **Italie** : Un bus touristique est tombé d'un pont sur une voie ferrée près de Venise le 3 octobre. Il y a au moins 21 morts.

■ **Suisse** : Le laboratoire Novartis a donné son indépendance boursière au

térieur, tant que l'Islam ne connaîtra pas son aggiornamento – et ce n'est pas pour demain manifestement – il en sera probablement de même, encore que dans certaines régions du monde, ou à certaines époques, l'islam semble échapper à ces démons intérieurs.

De toute manière, les ficelles sont ici tirées depuis l'Iran gouverné par une théocratie ennemie de son propre peuple, surtout de ses femmes. Les ayatollahs mènent leur guerre contre « le Satan » américain et israélien, avec les moyens dont ils disposent, en attendant l'arme atomique. Si les États-Unis dépêche ces jours-ci leur plus gros porte-avions vers les côtes israéliennes (et donc de Gaza), c'est pour signifier à cet ennemi iranien que pousser la guerre un cran plus loin, aurait des conséquences stratégiques incontrôlables. On le sait bien à Téhéran, où ne se presse pas de déclencher une autre offensive contre Israël à partir du sud libanais par la milice chiite du Hezbollah.

Et pendant ce temps la guerre continue en Ukraine, le sort de l'Arménie se joue, celui de Taïwan va revenir au premier plan, la question kurde reprend de l'actualité, etc. À chaque fois la puissance impériale américaine, que l'on dit sur le déclin, est mise au défi. D'où la tentation isolationniste d'une bonne partie de l'électorat américain, habituelle lorsque les tensions mondiales montent et que cela coûte de l'argent. Avec les résultats historiques que l'on sait.

Il y a encore une place pour la diplomatie. Les choses se jouent en Arabie saoudite et dépendent de l'habileté du prince héritier saoudien, sanguinaire certes, mais qui

a parié son avenir dans un dialogue avec Israël et même l'Iran, en utilisant la Chine, pour inciter les Américains à rester vigilants... La guerre du Hamas ne fait pas ses affaires. Minuscule territoire que la bande de Gaza et perspectives incalculables pourtant de ce conflit israélo-palestinien.

Frédéric Aimard

P.S. : De manière presque anecdotique l'offensive du Hamas a provoqué en France une fission un peu plus grande de l'extrême gauche. Si on lit son compte Twitter, Jean-Luc Mélenchon déclare : « Toute la violence déchaînée contre Israël et à Gaza ne prouve qu'une chose : la violence ne produit et ne reproduit qu'elle-même. Horrifiés, nos pensées et notre compassion vont à toutes les populations désemparées victimes de tout cela. Le cessez-le-feu doit s'imposer. La France doit y travailler de toutes ses forces politiques et diplomatiques. Les peuples palestinien et israélien doivent pouvoir vivre côte à côte, en paix et en sécurité. La solution existe, celle des deux États, conformément aux résolutions de l'ONU. » Donc rien de très surprenant, mais Le Monde ne s'en satisfait pas : « En renvoyant dos à dos le Hamas et le gouvernement israélien, La France insoumise s'aliène ses partenaires. Malgré des appels en ce sens, malgré des appels de parti n'assume pour le moment de faire éclater la Nupes sur ce sujet. » Ce n'est peut-être que partie remise ? Et n'a pas grande importance.

Sur deux fronts

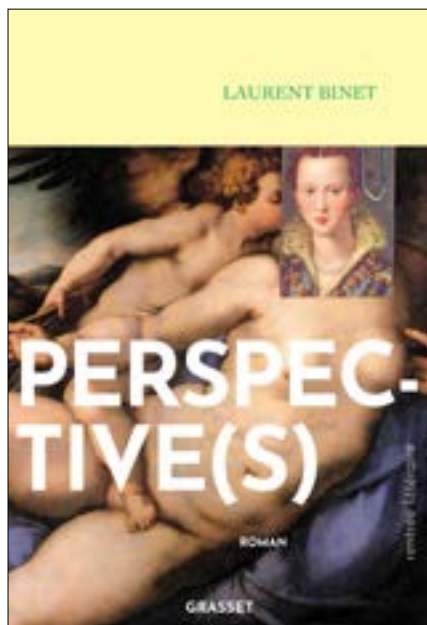
Cinquante ans après la guerre du Kippour, Israël a été attaqué par surprise, non par des armées arabes, mais par le groupe terroriste palestinien du Hamas établi à Gaza. Cette offensive mas-

sive se révèle « sans précédent », comme l'a reconnu Benjamin Netanyahu. Elle a été lancée le 7 octobre par les brigades Ezzedine Al-Qassam, branche militaire du Hamas, sous le nom d'opération « déluge d'Al-Aqsa », par référence à la plus grande des mosquées de l'Esplanade appelée aussi mont du Temple à Jérusalem. Visiblement préparée de longue date, elle a causé en quelques heures des centaines de morts de part et d'autre, avec de nombreux disparus.

Les combats, qui ont permis la prise de dizaines d'otages civils et militaires par le Hamas, ont complètement éclipsé les accords avec l'Arabie saoudite en train de se finaliser. Ils ont rappelé la persistance du problème palestinien à une communauté internationale qui semble avoir renoncé à toute négociation entre les deux peuples se disputant cette terre du Proche-Orient. On avait aussi l'impression que la tension concernait surtout la Cisjordanie ouvertement revendiquée par des colons israéliens soutenus par une partie du gouvernement actuel alors que l'Autorité palestinienne apparaissait de plus en plus discréditée par son inefficacité et sa corruption.

Il faut également ajouter l'importance de la violence au sein de la communauté arabe au sein même d'Israël et des territoires contrôlés par l'État hébreu avec des assassinats quotidiens ne présentant apparemment aucun motif politique. Le déploiement des troupes israéliennes dans ces régions a d'ailleurs peut-être dégarni la partie proche de la bande de Gaza, là d'où se sont infiltrés beaucoup de combattants, apparemment

Suite en page 4.



ROMAN

Le pinceau et le ciseau

Chaque fiction de Laurent Binet sert de prétexte à découvrir un univers flamboyant. Après les Incas qui débarquent en Europe, c'est en Toscane, au mitan du XVI^e siècle, que l'écrivain nous entraîne dans ce roman épistolaire, cent-soixante-seize lettres échangées entre les sommités de l'époque.

L'objectif de cette correspondance est de débusquer le coupable d'un meurtre et les hypothèses sont multiples. La ville de Florence est en émoi : le peintre Jacopo da Pontormo a été tué d'un coup de ciseau au cœur, son corps gît au pied de la gigantesque fresque qu'il achevait. Tous les artistes, y compris l'illustre Michel-Ange, figurent parmi les suspects, la concurrence pour les commandes officielles est rude.

Cet assassinat pourrait aussi avoir un motif politique : dans l'atelier du défunt, on trouve le portrait de Maria. La fille du duc Cosimo de Médicis y est représentée nue, en posture lascive, un crime de lèse-majesté. Ce tableau scandaleux ravit la reine de France, Catherine de Médicis, qui souhaite le récupérer pour en faire le pire usage. Un roman servi par une très belle écriture.

« Perspective(s) », Laurent Binet, Grasset, 288 p., 20,90 €.



POLAR

Une affaire de famille

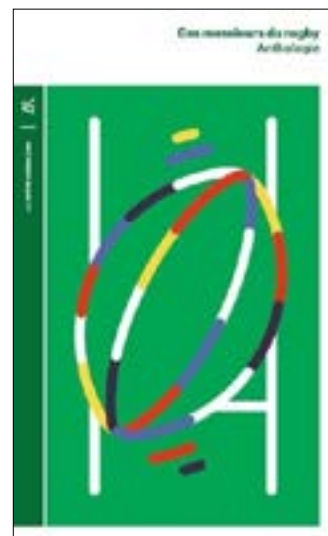
Guido Brunetti est sollicité par la fille d'une ancienne voisine qui rendait des services amicaux à sa grand-mère. La signora Elisabetta Foscari en est intimement persuadée : sa fille Flora est en danger en raison des agissements de son gendre, un expert-comptable. Par sympathie, le commissaire, aidé de sa fidèle adjointe Claudia Griffoni et de l'inspecteur Lorenzo Vianello, décide de mener une enquête discrète. Les premiers indices laissent supposer que le mari d'Elisabetta trempe dans une vaste affaire de fraude fiscale et de détournement de fonds au détriment d'une association humanitaire chargée de construire un hôpital au Belize. Donna Leon nous introduit dans les riches palais de Venise. Bien des secrets inavouables se cachent derrière les belles façades.

« Le Don du mensonge », Donna Leon, Calmann-Lévy noir, 360 p., 22,50 €.

ANTHOLOGIE

Le rugby, une passion littéraire

Ce recueil de textes est un hommage à tous ceux (joueurs, arbitres, entraîneurs et même supporters) qui, depuis plus d'un siècle, ont fait et continuent de faire du rugby un sport qui suscite un engouement national. Antoine Blondin y raconte les exploits des champions qui l'ont fait vibrer tandis que Daniel Herrero livre ses meilleurs



souvenirs. L'occasion de croiser les grands noms de l'ovale : Pierre Albadejo, les frères Boniface, Amédée Domenech... racontés par les journalistes sportifs les plus marquants (Henri Garcia, Denis Lalanne...) et par l'écrivain Denis Tillinac.

« Ces messieurs du rugby », collectif, La Table Ronde, coll. La Petite Vermillon, 250 p., 8,90 €.

REVUE

La mélancolie

Le mélancolique n'est pas un dépressif. C'est un être perdu dans ses méandres psychiques. Ils sont nombreux dans la littérature : auteurs (Baudelaire...) ou personnages (Lélia de George Sand...) à éprouver de la tristesse. Lire consacre son dossier central à ces âmes tourmentées qui ont produit des chefs-d'œuvre.

Parmi les autres sujets abordés : le grand entretien avec Ian McEwan, l'univers de Louise Erdrich, le portrait de Fabrice Caro, une enquête sur les jeunes lecteurs et les grands classiques, les nouveautés...

« La mélancolie », Lire magazine, octobre 2023, 7,90 €. En kiosque.

Catherine PAUCHET



laboratoire Sandoz, fondé en 1886 à Bâle, spécialisé dans les médicaments génériques et biosimilaires. L'introduction à la Bourse de Zurich le 4 octobre a fixé la cote de son action autour de 24 francs suisses, ce qui le valorise à un peu plus de 10 milliards de francs (11 milliards d'euros).

■ **Nobel** : Le prix Nobel de Physique a été partagé le 3 octobre entre la Franco-Suédoise Anne L'Huillier, le Français Pierre Agostini et l'Austro-Hongrois Ferenc Krausz, pour leurs expériences sur les « flashes lumineux mettant en évidence les mouvements ultra-rapides de certains électrons ». Le lendemain on apprenait que Moun-gi Bawendi (qui est franco-tunisien et américain), l'Américain Louis Brus et le Russe Alexei Ekimov. se partageaient le prix Nobel de Chimie pour leurs découvertes sur « la synthèse de points quantiques ».

Le prix Nobel de Littérature a été attribué le 5 octobre à l'écrivain norvégien Jon Fosse, 64 ans.

Le Prix Nobel de la paix a été attribué le 6 octobre à la journaliste iranienne Narges Mohammadi, 51 ans, condamnée à 31 ans de prison et 154 coups de fouets à Téhéran pour son rôle dans la révolte féministe contre le port du voile obligatoire.

Quant au « *prix de la Banque centrale de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel* », il a été attribué le 9 octobre à l'économiste américaine Clodia Goldin, 77 ans, pour ses travaux sur le travail des femmes.

■ **Haïti** : Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé, le 2 octobre, l'envoi de forces

armées internationales pour soutenir la police haïtienne et rétablir l'ordre dans un pays désorganisé depuis plus d'un an par les exactions des gangs. L'intervention, prévue à ce stade pour une période de 12 mois, sera pilotée par le Kenya, premier État volontaire, qui a d'ores et déjà annoncé l'envoi d'un contingent de 1 000 hommes.

■ **RDC** : Le lauréat du prix Nobel de médecine 2018, Denis Mukwege, gynécologue célèbre pour son combat pour les femmes victimes de mutilations génitales, a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle prévue le 20 décembre prochain. Âgé de 68 ans, Mukwege a réuni les fonds nécessaires pour faire campagne sans attache partisane. Il entend ainsi défier le président sortant Félix Tshisekedi, favori du scrutin.

■ **Slovaquie** : Déjà à la tête du gouvernement de 2006 à 2010 puis de 2012 à 2018, Robert Fico a été nommé pour la troisième fois Premier ministre, en conséquence de la victoire de son parti, le Smer (social-démocratie), lors des législatives du 30 septembre. Opposé à la poursuite du soutien à l'Ukraine, Fico devra composer avec le Hlas, autre parti de centre-gauche plus atlantiste et sans lequel il ne peut espérer obtenir une majorité pour gouverner.

■ **Thaïlande** : Conformément à l'engagement pris par le Premier ministre Srettha Thavisin, un comité de 35 experts a été investi le 3 octobre afin de travailler sur une réforme constitutionnelle. Très critiquée, la Constitution actuelle a été établie en 2017 par la

junte militaire qui exerce concrètement le pouvoir. Le gouvernement a toutefois annoncé que la révision du texte n'affecterait pas le statut du roi.

■ **Allemagne** : Les élections régionales du 8 octobre en Bavière et en Hesse ont été marquées par un score historiquement faible de 18 % pour les sociaux-démocrates, derrière la CDU pourtant en baisse (36 % en Bavière, 34 % en Hesse). Le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (Afd) pourrait obtenir la seconde place dans les deux länder.

Suite de la page 2.

sans grande difficulté. En tout cas, comme l'a dit Eli Maron, l'ancien chef de la marine, « *tout Israël s'interroge : où est Tsahal, où est la police, où est la sécurité ?* ».

Mais la question sécuritaire se double d'une interrogation de plus en plus prégnante sur l'identité d'Israël qui entend rester un État à la fois juif et démocratique. Certains se demandent s'il va demeurer possible de s'accrocher à une vision combinant le tribal à l'universel, le religieux au séculier, le personnel au collectif, ce qu'apparemment aucune autre nation n'a su réaliser. Voilà pourquoi la société se trouve aujourd'hui très divisée entre laïques et religieux. Le conflit s'est manifesté avec la campagne gouvernementale pour une réforme judiciaire : ses opposants ont considéré qu'il s'agissait d'un coup d'État du gouvernement tandis que ses partisans ont vu dans leurs protestations une volonté putschiste de refuser la nouvelle législation voulue par la majorité de droite et d'extrême droite. En outre,

le fait qu'un petit nombre d'électeurs religieux ne servent pas dans l'armée ou ne paient pas d'impôts suscite l'indignation chez certains.

Mais, dans l'immédiat, c'est l'ampleur de la riposte à l'attaque du Hamas qui interroge.

Jean Étèvenaux

Ballons

La 66^e édition de la Coupe aéronautique Gordon Bennett a décollé dimanche matin 8 octobre (4 h 00 heure française) depuis le site de la Balloon Fiesta Albuquerque (Nouveau Mexique USA). Dix-sept équipages sont en lice (abandon d'une équipe française pour des problèmes techniques).

Il s'agit de la plus ancienne compétition aéronautique créée en 1906 alors que l'aviation effectue ses balbutiements. Le milliardaire américain Gordon Bennett invente une course incroyable de distance et d'endurance pour des ballons à gaz (hydrogène ou hélium).

En 1906, plus de deux cent mille personnes assistent depuis la place de la Concorde à Paris au décollage de la première édition. Les jeux Olympiques n'ont que dix ans d'existence et la puissante fédération aéronautique internationale compte sur la Gordon Bennett pour médiatiser les sports aériens. La coupe sera régulièrement organisée (à l'exception de la Première Guerre) jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et ne reprendra qu'en 1983, toujours place de la Concorde à l'occasion des cérémonies pour le bicentenaire du premier vol humain.

Aujourd'hui le règlement est identique : deux pilotes

par ballon, réaliser la plus longue distance en ligne droite, sans se poser. Cela peut durer jusqu'à 90 heures. Un équipage belge en octobre 2005 a réussi à couvrir 3 400,39 km, un record vaincu à ce jour.

L'équipage vainqueur de chaque Coupe offre à son pays l'honneur d'organiser la prochaine édition.

Pour l'édition 2023 on trouve deux équipages polonais, trois américains, trois français (1 forfait), deux autrichiens, un espagnol, un lituanien, un suisse, un britannique et 3 allemands. C'est actuellement l'Allemagne qui est détentrice du titre.

Philippe Buron Pilâtre

Rishi Sunak

Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, en poste depuis bientôt un an, ne suscite pas dans la presse française l'enthousiasme qui a pu accompagner l'arrivée à la mairie de Londres de Sadiq Khan ou à la tête du gouvernement écossais d'Humza Yousaf, tous deux musulmans — alors que lui-même est hindou. Sa dernière grande intervention, lors du congrès annuel du parti conservateur à Manchester, a abordé beaucoup de sujets, mais on a assez peu parlé de ses propos sur le changement de genre. Une exception notable, toutefois : la vice-Première ministre belge, Petra De Sutter, a qualifié ses propos de « blessants et très décevants » car ils « alimentent la transphobie et mettent en danger la vie de nombreuses personnes dans le monde » ; et de reprendre l'antienne bien connue selon laquelle « les femmes trans sont des femmes ».

En fait, Rishi Sunak a appelé à un sursaut de ce que lui-même dénomme le « *bon sens* » : « *Nous ne devrions pas nous laisser intimider en nous faisant croire que les gens peuvent avoir le sexe qu'ils veulent. Un homme est un homme et une femme une femme.* » Il en a tiré une application immédiate : « *Ce ne devrait pas être sujet à controverse que les parents sachent ce qu'on enseigne à leurs enfants à l'école sur les relations entre les personnes* », ajoutant que « *les gens devraient savoir ce que les hôpitaux entendent par "hommes" et "femmes"* ».

Il a été établi que 3,2 % des Anglais et des Gallois s'identifiaient comme LGBT+ en 2021. Il s'agit donc d'une petite minorité dont le Premier ministre de Charles III ne veut pas qu'elle dicte sa loi. Il sait, en effet, que des lobbys imposent l'idéologie du genre au point de nier la réalité et de crier à l'homophobie si on la rappelle. Avant d'occuper le 10 Downing Street il demandait déjà de protéger les termes « femmes » et « mères » contre les « absurdités wokistes ». D'où son souhait d'écarter des sports féminins les transgenres.

Précy

Trump Speaker de la Chambre ?

Biden devait être la « *dernière chance de la démocratie américaine* ». Après le système électoral et le système judiciaire, c'est au tour de la Chambre des Représentants de succomber à la tornade Trump.

Les Représentants américains sont de véritables conventionnels au sens de la

Révolution française. Ils ont d'ailleurs une antécédence de quelques mois par rapport à la réunion des États Généraux en Assemblée nationale. Leur mandat de deux ans les rend particulièrement soumis au suffrage populaire et révocables à souhait. La Chambre se fait ainsi l'écho fidèle et transitoire des mouvements de l'opinion, l'organe le plus sensible au populisme. Régulièrement elle est l'expression de tendances extrêmes. L'arrivée de trumpistes à partir de 2016 faisait suite à l'action du « Tea Party » qui tirait son nom de la révolte contre la taxe sur le thé qui à Boston avait enclenché la revendication d'indépendance américaine. Transposé aux années 1990, il s'agissait d'une forme de poujadisme dirigé contre les impôts. Aux dernières élections législatives de novembre 2022, la vague rouge (couleur des Républicains) fut enrayée, plusieurs candidats et candidates trumpistes ayant mordu la poussière. Néanmoins un nombre suffisant était entré au Capitole, non plus comme le 6 janvier 2021 par un assaut violent de sans-culottes, mais par la voie légale. On ne s'était pas avisé que l'objectif en 2022 n'était pas différent de celui de 2021, à savoir une prise de pouvoir quasi-révolutionnaire, d'esprit jacobin.

En janvier 2023, l'élection du « speaker » de la Chambre avait nécessité quinze tours. La majorité républicaine est de neuf/dix voix. Le candidat républicain Kevin McCarthy ne fut élu qu'après de substantielles concessions de procédure. L'une d'entre elles, proprement suicidaire, stipulait qu'un seul représentant pouvait déclencher un vote de destitution du

Speaker. C'est ce qui arriva le 3 octobre. Huit élus républicains seulement sur 220 ont voté la destitution mais ce fut suffisant pour lui faire perdre la majorité.

L'élection du successeur est prévue le 11 octobre. Les députés trumpistes ne sont qu'une petite minorité, mais ils sont les faiseurs de roi. Trump a investi un candidat mais il s'est déclaré prêt à assurer lui-même l'intérim si aucun accord ne se dégageait, rendant par avance celui-ci caduc. Cette déclaration n'a pas été reçue comme une simple boutade dont il est coutumier. Comme en France, le Speaker est la troisième personne de l'État après le président et la vice-présidente en sa qualité de présidente du Sénat. Aucun des deux ne se porte à merveille.

En l'état, la paralysie de la Chambre arrange les affaires du futur candidat à la présidence qu'est Donald Trump, en proie à quatre inculpations. À la mi-novembre, sans accord sur le budget, l'administration fédérale devra fermer ses portes, ce qui ajoutera au chaos ambiant au moment où les premières primaires sont attendues en janvier pour lancer la campagne électorale.

Dominique Decherf

La Nation Française

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire

FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

■ **Constitution** : Le 4 octobre, dans un discours à l'occasion du 65^e anniversaire de la V^e République, Emmanuel Macron a proposé deux nouvelles modifications constitutionnelles. La première viserait à faciliter les référendums d'initiative partagée en modifiant l'article 11. La seconde serait d'inscrire le droit à l'avortement dans la Constitution. Mais il faudrait que les 3/5^e des parlementaires soient d'accord.

■ **Politique** : Fondée en 1999, l'association Civitas, devenue un parti politique en 2016, a fait l'objet d'un décret de dissolution le 4 octobre en conseil des ministres à la demande du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin. Le porte-parole du gouvernement Olivier Véran a fait la liste des griefs retenus contre ce mouvement intégriste catholique et d'extrême droite : antisémitisme, homophobie, conspirationnisme... Le Conseil d'État sera appelé à confirmer ou infirmer cette décision.

■ **Industrie** : On a appris le 6 octobre que Bruno Le Maire, ministre de l'Économie avait mis son veto à la vente à l'Américain Flowserve des sociétés Sehault et Velan SAS, spécialisées dans la robinetterie destinée aux sous-marins et aux centrales nucléaires. La déloyauté, désormais établie, des autorités américaines vis-à-vis de la France lors du rachat des activités nucléaires d'Alstom par General Electric sont un précédent qui justifie cette décision probablement coûteuse par ailleurs.

■ **Ferroviaire** : Après des annonces pessimistes le 4 octobre sur la trésore-

rie de l'entreprise, l'action d'Alstom a connu une chute de 37,58 % à la Bourse de Paris le 6 octobre. L'équipementier ferroviaire est pourtant débordé de commandes. C'est la pire chute du CAC 40 depuis celle d'Alcatel en 1998. Une augmentation de capital semblerait nécessaire, mais la Commission européenne va veiller à ce que l'État français ne cherche pas à subventionner l'entreprise dont elle avait refusé la fusion avec l'Allemand Siemens en 2019.

■ **Presse** : L'armateur marseillais Rodolphe Saadé, récent propriétaire de *La Tribune*, a lancé *La Tribune du dimanche* le 8 octobre, avec Bruno Jeudy à sa tête, ancien dirigeant du *Journal du dimanche* dont l'équipe a démissionné par refus du nouveau directeur de la rédaction Geoffroy Lejeune, ancien de *Valeurs actuelles*, nommé par Arnaud Lagardère dans le contexte d'une prise de contrôle par le groupe Bolloré.

■ **Nucléaire** : La start-up française Naarea, qui bénéficie d'un soutien du « *plan d'investissement France 2030* », a annoncé la semaine dernière une première mondiale : « *la première boucle à sels fondus en carbure de silicium au monde* ». Il s'agit d'une technologie qui doit permettre de réutiliser les combustibles nucléaires déjà utilisés par de grosses centrales et de l'uranium appauvri afin de faire fonctionner des centrales nucléaires de 40 mégawatts qui pourraient être opérationnelles dès 2030.

■ **Disparition** : Le journaliste Jean-Pierre Elkabach est mort le 3 octobre à 86 ans.

Macron au four et au moulin

La très énervante Cour des comptes avait déjà, en juillet, pointé l'augmentation des dépenses de l'Élysée. Mais s'y ajoute maintenant la révélation d'un trou de quelque 12 millions d'euros, relevé par l'ancien député socialiste René Dosièrre, à la tête de l'Observatoire de l'éthique publique et spécialiste du budget de la présidence de la République, dont les dépenses ne cessent de s'envoler. En réponse, on a expliqué que le chef de l'État a multiplié les missions diplomatiques du fait de la guerre en Ukraine et que s'y ajoutent d'autres raisons, tenant apparemment beaucoup à la multiplication des déplacements du président et à ses nombreuses rencontres.

On a ainsi vu la même semaine Emmanuel Macron à Versailles avec Charles III et à Marseille avec le pape François, puis ses multiples interventions en Corse, dans le Lot-et-Garonne avec les gendarmes ou aux côtés de Gabriel Attal sur l'école. Quand on regarde l'agenda élyséen, on reste confondu devant le nombre de ses interlocuteurs et de ses visites. Notons quand même que cette hyperactivité ne semble pas avoir effacé le souvenir des émeutes ayant succédé au conflit des retraites : selon le sondage YouGov publié par Le HuffPost le 6 octobre, il a perdu deux points en un mois, avec seulement 24 % de Français satisfaits de son action.

Cela ne l'empêche pas de s'exprimer à tout propos, à la télévision, dans la presse

écrite ou lors de cérémonies et autres occasions. Certaines apparaissent d'ailleurs comme sinon brouillonnes tout au moins peu charpentées et motivées. Ainsi en a-t-il été le 4 octobre à l'occasion du 65^e anniversaire de la Constitution de la V^e République avec un projet de réforme conforme à sa promesse de campagne en 2017. Ne parlant plus d'inscrire la défense du climat dans la loi fondamentale, d'y inclure le service national universel ou de supprimer la Cour de Justice de la République, il veut faciliter le recours au référendum, notamment celui dit « *d'initiative populaire* », la décentralisation et le droit à l'avortement. Le premier sujet, pour séduisant qu'il apparaisse, en particulier comme réponse aux Gilets jaunes, ne semble par très facile à mettre en œuvre, d'autant que son champ d'action resterait limité et ne toucherait pas aux thèmes sensibles comme l'immigration. Le second, serpent de mer de la vie politique française, risque de rester limité à la déconcentration et au report de certains impôts au niveau local. Le troisième, plutôt en contradiction avec l'affirmation présidentielle selon laquelle on « ne révisé pas la Constitution sous le coup de l'émotion, pour répondre à des modes, pour la beauté du geste », semble surtout destiné à montrer le caractère progressiste du président — en attendant peut-être l'euthanasie.

On comprend qu'un homme comme Jean-Pierre Jouyet, ancien secrétaire d'État et ancien secrétaire général de la présidence, constate que, en réalité, « les présidents préfèrent

les réformes sociétales à celles qui touchent l'organisation de l'État ».

Jean-Gabriel Delacour

Une jeunesse en souffrance

Pour lutter contre le harcèlement scolaire, des "cours d'empathie" sont annoncés dans les collèges et lycées.

Le plan gouvernemental de lutte contre le harcèlement scolaire répond à une urgence mais l'organisation de "cours d'empathie" laisse perplexe. Il n'est pas sûr que l'empathie puisse s'enseigner - dans la religion chrétienne l'amour du prochain est un commandement - et les cours qui seront donnés traiteront seulement des conséquences déplorables d'une angoisse générale.

Le ministère de l'Éducation nationale semble ignorer une situation douloureusement vécue par de très nombreux élèves, par leurs parents et leurs grands-parents. Les phobies de l'école, les dépressions nerveuses et les pulsions suicidaires sont en progression constante dans les établissements d'enseignement et les psychiatres sont débordés.

Cette montée de l'angoisse, observable bien avant la pandémie de Covid-19, a de multiples causes, scolaires et périscolaires. Il y a d'abord l'ambiance générale dans laquelle baignent les enfants après l'entrée en sixième qui correspond souvent à l'achat d'un premier téléphone portable. Il s'agit de garder un lien avec ceux qui vont seuls à l'école

mais, malgré les limites qui peuvent être apportées à l'utilisation de l'appareil, les enfants sont plongés dans un bain numérique et de plus en plus soumis au déluge d'images, de messages, de prescriptions que véhiculent nuit et jour les réseaux sociaux. Faute de pouvoir trier, critiquer et hiérarchiser des injonctions sur la mode vestimentaire, sur les idées religieuses, sur la sexualité, les enfants subissent constamment des chocs qu'ils ne peuvent pas absorber.

À la violence numérique, vient s'ajouter l'angoisse de l'échec scolaire, qui procède parfois de l'angoisse des parents mais qui s'auto-alimente dans une concurrence de tous les instants. Bien avant les classes terminales, toute mauvaise note devient un drame. Plus l'élève grandit, plus il est confronté à la menace du chômage, à la misère croisée dans la rue. La violence sociale, dont il craint d'être victime, s'ajoute à la violence numérique. C'est dans ce climat insupportable que les élèves cherchent des boucs émissaires pour évacuer leur propre charge violente et en trouvent dans la salle de classe.

Il faudra plus que des cours d'empathie pour que l'École devienne un havre de paix studieux.

Claudine Uzerche

Auvergne

Près de 115 000 personnes ont arpenté les allées du **Sommet de l'élevage de Cournon-d'Auvergne**, dans la métropole de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) entre le 3 et le 6 oc-

tobre. Un réel succès pour cette manifestation qui a, de surcroît, attiré beaucoup de représentants de la classe politique à quelques mois des élections européennes.

Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez était bien entendu de la partie, plutôt choyé par les organisateurs et s'affichant en défenseur du monde paysan. À l'applaudimètre des exposants, c'est pourtant, Jordan Bardella, président du Rassemblement national qui a indéniablement marqué des points. « Il passe bien dans le monde agricole », se félicite-t-on dans son entourage. Sa rivale conservatrice aux élections européennes, Marion Maréchal, est venue elle aussi, de façon plus discrète. À gauche, on notait la présence du patron des communistes, Fabien Roussel, prompt à défendre la Politique agricole de Bruxelles, mais aussi les écologistes d'EELV, opposés à l'élevage « intensif » mais également critique face au libre-échange mondial promu par l'Union européenne.

Pour ce qui est du gouvernement, Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, en ont profité pour annoncer un plan de reconquête de la souveraineté de l'élevage français. Marc Fesneau le martèle, « L'élevage a un avenir » dans notre pays, tentant de rassurer les professionnels du secteur malgré une conjoncture assez difficile pour eux.

Les éleveurs présents à ce Sommet de l'élevage recroiseront tout ce petit monde politique au Salon international de l'agriculture de Paris du 23 fé-

vrier au 4 mars prochain. On sera alors à trois mois d'une échéance électorale qui risque, comme souvent pour ce type de scrutin, de ne pas passionner les foules malgré l'importance des questions européennes en matière agricole.

Jérôme Besnard

Du 9 au 11 octobre

**30^e Biennale
de la Langue Française
Les Francophonies
de l'avenir**

elle se déroulera sous l'égide de la Cité de la Francophonie à Villers-Cotterêts.

Parmi les intervenants :

Philippe Kaminski ;
Gérard Pelletier.

Pour accéder au site :
biennale-lf.org

Renseignements :
liliane.soussan@orange.fr
et
catoman@ua.edu

Amis lecteurs de la NF. Il serait temps de vous (ré)abonner! Ce n'est pas une question d'argent mais de survie administrative...

Merci infiniment.

Abonnement :

1 an = 20 euros
à l'ordre de **Spfc-Acip.**

Paiement
par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/2803eq3Re7R-Sc3C000>

Merci de me signaler également par mail, votre réabonnement
frederic.aimard@gmail.com

Bref bilan sur le Patrimoine

par Philippe Montillet

En cette fin d'été, bilan contrasté en matière de patrimoine bâti. Les feuilles qui tombent font disparaître le bref engouement pour le patrimoine qu'amène, chaque année, le mois de septembre. On y assiste à une sorte de montée d'intérêt pour cette question. Le patrimoine bâti sort d'une certaine indifférence, parent pauvre de toutes les politiques. Il devient soudainement objet de réflexion pour ce qu'il représente et ce qu'il peut apporter aux territoires, voire plus prosaïquement en matière d'emplois... *Journées du Patrimoine, Loto, Village préféré des Français* et cette année articles nombreux sur le chantier de Notre-Dame qui avance rapidement au point que tenir l'échéance de fin 2024 pour la réouverture paraît possible. Parler de Notre-Dame est aussi le moyen d'évoquer les centaines d'artisans qui maintiennent des métiers et qui sont un gage de la garantie de l'entretien du patrimoine bâti à l'avenir.

Ce soudain engouement pour le patrimoine est sans doute une conséquence des vacances qui font renouer nos contemporains avec les beautés (les charmes!) de la province. Ils redécouvrent un peu, par leurs déplacements, les marques de l'identité provinciale dont le patrimoine bâti demeure le principal reflet. Appréciant ces beautés locales chacun en déduit que, pour beaucoup, au-delà de la grandeur de certains sites naturels remarquables, ce sont celles des vieilles pierres et de leur ordonnancement qui comptent. Monuments et édifices divers car le patrimoine dit vernaculaire joue un grand rôle, mais aussi charme de certains villages par leur forme même (bastides, villages fortifiés, villages épousant des reliefs improbables, occupation habile du sol autour de rivières, de confluences...) En un mot bâtiments et villages épousant totalement leur environnement et non pas plaqués dessus comme certaines des verrues laissées par le XX^e siècle. Oui la France est belle de son patrimoine, héritage des siècles, et tout un chacun est heureux de le redécouvrir au cours des déplacements.

Néanmoins ce que nous dit aussi l'actualité présente une autre facette. Moins positive! Tout le mois de septembre a vu paraître des articles, voire rapports officiels, plus alarmants les uns que les autres. L'accent a été porté cette année sur l'état de délabrement des églises notamment rurales. Le chiffre de 5 000 a été avancé comme étant celui de celles qui sont les plus menacées, le risque pouvant aller jusqu'à leur disparition pure et simple. Il faut reconnaître que les moyens pour les entretenir sont d'autant plus dérisoires que les sommes que cela nécessite ne cessent de croître. Peu de travaux ayant été menés sauf sur quelques chantiers, les moyens qu'il faut désormais trouver sont immenses. Or là où il faudrait 1 000 c'est à peine 10 qui est mobilisé. Car aucune ligne de crédit ne peut couvrir ce volet de dépenses. Et ainsi faut-il faire appel à toutes les ressources de substitution à la puissance publique propriétaire, depuis 1905, de ces édifices – du moins de l'essentiel. Il est fait appel à la générosité des personnes privées parfois récompensées par des avantages fiscaux d'ailleurs toujours soumis à des tracasseries administratives très lourdes. Quant au bénévolat proprement dit dont le poids est important aussi il ne bénéficie d'aucune aide, ni reconnaissance explicite.

Il faut revenir sur ce chiffre de 5 000 églises en péril, chiffre si parlant quand il est mis en perspective. Il s'agit en effet de 10 % des églises, au sens large, de France. À court terme elles risquent de se voir décimer au sens strict du terme. Par le passé, cette réduction de 10 % d'une population était évoquée comme celle qui faisait, par son importance, par le choc qu'elle provoquait, basculer les situations. Elle créait une sorte de terreur, un choc psychologique.

En décimant les églises qui sont au cœur de l'identité de la France, ce n'est ainsi pas seulement l'identité chrétienne du pays mais aussi celle plus profonde de tous ses paysages, de la nature de ses territoires, de ses repères. En effet qu'est-ce qu'un village sans son clocher? sans sa place de l'Église?

Ne nous trompons pas, le patrimoine bâti de nos campagnes court de réels dangers insidieux souvent au-delà de l'âge des édifices et de leur mauvais entretien. Ainsi, ceux de la rigidité de certains règlements souvent pris pour une raison précise, sectorielle, mais que l'on voit élargis à tout. Le patrimoine rural notamment qui est lié à une activité, à une région, à un environnement, se trouve mal à l'aise avec ces règlements; Il en est notamment de tout ce qui est du ressort de ce que l'on veut qualifier un peu vite de passoires thermiques. Si le terme peut avoir du sens pour l'habitat pavillonnaire des banlieues des métropoles urbaines, en revanche il n'en a aucun pour l'habitat rural. Nos anciens qui ne connaissaient pas les moyens modernes de chauffage que nous avons, évitaient les passoires thermiques. Ils savaient utiliser l'orientation du bâti, les positions en creux pour couper des vents froids, les matériaux bien adaptés comme les toitures en chaume ou simplement les greniers pour isoler du froid. Les villages étaient édifiés en front de rue de maisons mitoyennes pour éviter les déperditions de chaleur... Tout le bâti rural antérieur à la Guerre de 14/18 pourrait être exclu de ces mesures discriminatoires et qui dénaturent le bâti en le revêtant de couches de matériaux plus ou moins isolants et dont la durée de vie sans doute assez faible montrera vite - mais trop tard pour l'esthétique - ses limites. ...

D'autre part l'usage doit aussi être pris en compte. Ainsi une partie du bâti ancien sert de résidences secondaires et notamment estivales. Dans ce cas la notion de passoire thermique a encore moins de sens. Un document distribué abondamment par le principal fournisseur d'énergie électrique indique que les deux tiers des dépenses concernent le chauffage. Qui chauffe une résidence estivale? Et de même les résidences secondaires ne peuvent être impactées par une utilisation de deux ou trois semaines maximum durant les périodes froides. Il est temps de revenir à la réalité des choses et non pas aux idées préconçues. Cela pourra servir à la protection du patrimoine bâti vernaculaire et donc à la protection de nos paysages et de la qualité de nos territoires tout autant qu'aux finances des propriétaires qui pourront les utiliser à nombre de travaux plus utiles.

En matière de patrimoine et de sa protection, un peu de bon sens permettrait d'éviter au profit de tous, les dérives ubuesques des certaines décisions réglementaires. Mais encore faudrait-il que les gouvernants s'intéressent au pays réel et non seulement au pays fiscal. ■